



## FRANCE

# Laïcité à l'école : ce qui a changé depuis Samuel Paty

### ÉDUCATION

**Les établissements scolaires organisent ce vendredi un temps de recueillement en hommage à Samuel Paty, le professeur assassiné il y a un an par un islamiste.**

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

Un an après l'assassinat de Samuel Paty, une commémoration est prévue, ce vendredi après-midi, dans tous les établissements scolaires, sous la forme d'une minute de silence ou d'un temps d'échanges. Le professeur d'histoire-géographie avait été décapité le 16 octobre 2020 près de son collègue de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) par un jeune réfugié tchétchène qui lui reprochait d'avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves.

Un an après, qu'est-ce qui a changé ? Les enseignants abordent-ils différemment les revendications liées à des croyances ou à des pratiques religieuses qui conduisent certains élèves à sécher les cours de natation ou de sciences et vie de la Terre, voire à contester des contenus d'enseignement ? « Il y a nécessairement un avant et un après », répond, dans un entretien aux « Echos », l'historien Iannis Roder, enseignant en collège en

Seine-Saint-Denis et membre du Conseil des sages de la laïcité installé par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. « Mais il est trop tôt pour dire que les enseignants auraient changé leurs façons de faire entendre raison à des élèves qui sont dans des visions absolutistes. »

Le plan de formation annoncé par le ministre en juin, avec un réseau de 1.000 formateurs, se met en place. Il a fallu établir le programme et les recruter. Leur formation « renforcée et intensive » débutera le 19 octobre. « Je n'ai jamais vu un plan de formation aussi conséquent, se félicite Iannis Roder. Ces formateurs iront au plus près du terrain, dans les établissements, et disposeront de neuf heures pour former enseignants, personnel chargé de l'entretien, de l'accueil, etc. L'idée est de tout balayer, avec des formations pratiques pour savoir comment réagir au regard de ce que nous disent la République, la loi et la philosophie de la République. » Le plan doit se déployer sur quatre ans.

Et en attendant ? « Cela n'empêche pas les enseignants de se former, mais il faut du temps pour cela, or ils en manquent », admet Iannis Roder.

### Matériel pédagogique

Certains professeurs redoutent les commémorations de vendredi. Surtout ceux qui, contrairement aux professeurs d'histoire-géographie, « n'ont pas nécessairement affaire à ces questions au quotidien ». « La commémoration prend encore certains enseignants par surprise, comme l'assassinat avait pris tout le monde par surprise », indique-t-il. Pourtant, « si un professeur d'anglais, de sciences et vie de la Terre ou de mathématiques veut s'investir dans la question des valeurs de la République, le matériel pédagogique existe ». Et Iannis Roder appelle les enseignants à « se former sans attendre que des événements tragiques nous rappellent ce qui fait partie de notre mission : enseigner la République, même à travers l'anglais ou les mathématiques ».





ques ». « Ce travail sur la laïcité ne peut pas être que celui des professeurs d'histoire-géographie, insiste-t-il. C'est celui de tous les professeurs de la République. Cela fait partie de notre métier et de notre engagement de fonctionnaire. »

Les enseignants sont-ils, pour cela, mieux outillés qu'il y a un an ? Le ministère a mis en ligne de nombreuses ressources pédagogiques, notamment un Guide républicain pour aborder le sujet dans chaque discipline, de l'école au lycée. La formation initiale est aussi en train d'être revue avec la préparation, dans les instituts de formation (INSPE), d'une nouvelle épreuve orale sur les principes et valeurs de la République. Elle s'appliquera aux concours de recrutement de 2022. Mais, au quotidien, les enseignants ne se sentent pas toujours soutenus par leur hiérarchie. « J'ai dit, dès 2017, que nous n'étions pas dans la philosophie du "pas de vagues" », répondait encore Jean-Michel Blanquer, jeudi matin, sur BFMTV. Les perturbations à l'hommage à Samuel Paty seront sanctionnées, a d'ailleurs prévenu le ministre. L'an dernier, lors de l'hommage rendu à l'enseignant, l'Éducation nationale avait recensé près de 800 incidents, dont 17 % pour apologie du terrorisme.

Entre décembre 2020 et mars 2021, 547 signalements d'atteintes au principe de la laïcité ont été recensés par l'Éducation nationale. Mais ils ne sont « pas un outil statistique, insiste Iannis Roder. On ne peut avoir que des résultats largement sous-estimés des contestations de cours ou des problèmes liés au racisme, à l'antisémitisme, à l'homophobie ou au sexisme qui, très souvent, restent dans la salle de classe, car l'enseignant est capable de jauger de la gravité de l'incident. Evidemment, si un élève présente un danger, pour les autres et pour lui-même, il faut faire un signalement. »

Pour autant, des chefs d'établissement ou des inspecteurs – « la hiérarchie intermédiaire », selon l'expression de Iannis Roder – cher-

chent encore à « bloquer des signalements ou étouffer des affaires, en laissant parfois des familles dans le désarroi ». « Il y a encore de vieux et mauvais réflexes, alerte-t-il. Ponctuellement, j'espère. » ■

## « Il y a encore de vieux et mauvais réflexes. »

IANNIS RODER

Membre du Conseil des sages de la laïcité

